

Service santé et protection animales – environnement
5 Voie Gisèle Halimi
BP 91705
25000 Besançon

Besançon, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL POULAILLER KOLLY

Route de Baume les Dames
25360 Gonsans

Références : CM/2025/01516
Code AIOT : 0003302491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement EARL POULAILLER KOLLY implanté Route de Baume les Dames 25360 Gonsans. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles suite à la dernière inspection en date du 18 août 2022 (inspection de recollement suite à extension)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL POULAILLER KOLLY
- Route de Baume les Dames 25360 Gonsans
- Code AIOT : 0003302491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le poulailler KOLLY a une capacité de 49 000 poules pondeuses réparties sur deux bâtiments. En complément l'entreprise a investi dans un centre de conditionnement d'œufs et un centre de compostage et de transformation des fientes en fertilisant.

Thèmes de l'inspection :

- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article I > 2.8.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Gestion des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 5.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	émission et envol de poussières	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 6.3	Sans objet
3	Emissions NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
6	IED Economie d'énergie et gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 11.1 .2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise KOLLY doit sécuriser son processus de fabrication des fertilisants.

Elle doit également respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DDETSPP SV EN 2022-01-20-001 25-2022-02-14-00004 portant autorisation environnementale (en date du 14 février 2022) en ce qui concernant la gestion des effluents, notamment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article I > 2.8.
Thème(s) : Élevage, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fuel) sont entretenues en bon état et régulièrement vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les justificatifs des vérifications périodiques de ces matériels et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des installations électriques n'a pas été fait depuis le dernier contrôle et la signature de l'arrêté préfectoral n° DDETSPP SV EN 2022-01-20-001 25-2022-02-14-00004 d'autorisation en date du 14 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de respecter la réalisation périodique du contrôle des installations électriques par un professionnel. L'EARL disposant de salarié(s), la fréquence à respecter est annuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : émission et envol de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 6.3
Thème(s) : Élevage, incendie
Prescription contrôlée : Les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. Les bâtiments respectent les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux émissions dans l'air pour les élevages de volailles. L'aliment circule en circuit fermé ce qui limite les poussières
Constats : Les zones de circulation sont entretenues et en bon état ; Il n'a pas été constaté de zone poussiéreuse ou d'émission de fumées . Les techniques de la MTD 11, pour la réduction d'émissions de poussières, suivantes sont appliquées : <ul style="list-style-type: none">- a4 pour l'alimentation,- b1 pour le système de brumisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions d'ammoniac (NH3)

Référence réglementaire : BREF IRPP		
Thème(s) : Élevage, MTD 31		
Prescription contrôlée :		
Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses, de poulets de chair reproducteur ou de poulettes, consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques de la MTD 31.		
a	<p>Évacuation des effluents d'élevage au moyen de tapis de transport (dans le cas des systèmes de cages aménagées ou de cages non aménagées) avec au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- une évacuation par semaine avec séchage à l'air ; ou- deux évacuations par semaine sans séchage à l'air.	<p>Les systèmes de cages aménagées ne sont pas applicables aux poulettes ni aux poulets de chair reproducteurs.</p> <p>Les systèmes de cages non aménagées ne sont pas applicables aux poules pondeuses.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les effluents sont collectés par des tapis et envoyés dans le bâtiment de fientes correspondant à la MTD a ci-dessus .</p> <p>Puis, ils sont valorisés en compost.</p> <p>Une partie du compost subit un traitement thermique complémentaire pour création de granulés en vue d'une commercialisation en fertilisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Rapportage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations GEREP sont réalisées dans les temps. En amont de cette inspection, il a été demandé à l'exploitant la modification du tableau 6 du module volailles sous GEREP pour respecter les zones de saisie pour le nom du traitement et le lieu de stockage .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Élevage, organisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poules pondeuses, compte-tenu du mode d'élevage pratiqué, ont accès au parcours. Une partie des fientes est donc produite au parcours.</p> <p>Un trottoir étanche de 5 m de large au Nord et de 1 m au Sud est en place sur le bâtiment 1</p> <p>Le bâtiment 2 dispose d'un trottoir de 1 m sur les deux longs pans. De plus, il s'accompagne de la mise en place d'un jardin d'hiver. Il est estimé qu'environ 40% des fientes émises au parcours sont maîtrisées dans le jardin d'hiver et sur les trottoirs. Les trottoirs sont raclés chaque semaine permettant de collecter les fientes et de les transférer dans le hangar à fientes.</p> <p>L'enherbement des parcours sera reconstitué lorsqu'il aura été endommagé. Les déjections de poules pondeuses en sortie des bâtiments d'élevage sont valorisées en amendement organique par compostage.</p> <p>Dans les salles d'élevage, les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis sous chaque ligne d'alimentation. Sur le bâtiment 1, les fientes sont transportées quotidiennement par un convoyeur (cycle complet du tapis en 3 j) vers le hangar à fientes. Sur le bâtiment 2, les fientes sont récupérées sur des tapis de collecte et convoyées vers le hangar à fientes 2 à 3 fois par semaine.</p> <p>Les fientes sèches sont valorisées en engrais organique normalisé puis commercialisé.</p> <p>Afin de produire un amendement ou un engrais organique, le tas de fientes doit atteindre au moins 55°C pendant une durée minimale totale de 15 jours. Un suivi de température et d'hygrométrie est assuré à l'aide d'une sonde. Le relevé sera effectué tous les 2 jours en 2 points du tas et au cœur du tas (60 cm de profondeur). Les résultats seront consignés par écrit dans un registre de suivi des températures tenu à disposition du service d'inspection.</p> <p>Ensuite, la phase de maturation doit durer au minimum 8 semaines.</p>

L'exploitant s'engage à suivre une formation spécifique afin de maîtriser ce type de procédé. L'attestation de formation sera fournie au service des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le process prévu est respecté sauf les 2 points suivants qui sont non conformes. <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'effectue qu'un relevé de température par lot de fiente. - la formation n'a pas été réalisée
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé de respecter le relevé de température tous les 2 jours en 2 points du tas et de le consigner dans le registre existant ; Il est demandé à l'exploitant de réaliser une formation lui permettant de maîtriser son activité en matière de production d'engrais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : IED économie d'énergie et gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 10.1 .2
Thème(s) : Élevage, MTD 5, 6 et 8
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du Code de l'environnement. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles susvisées, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - une surveillance au moins annuelle de l'azote et du phosphore excrétés par calcul, au moyen d'un bilan massique basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux, - une surveillance au moins annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac basé sur le mode de calcul GERE mis à disposition par le ministre en charge de l'environnement pour les déclarations d'émissions polluantes et de déchets, - une surveillance au moins annuelle de la consommation d'eau au moyen de relevés qui seront consignés dans un registre, - une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris les décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de produits normés. L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.
Constats : Les dispositions de surveillance des émissions ci-dessus n'ont pas fait l'objet du présent contrôle. L'exploitant respecte les MTD 5, 6 et 8 concernant les économies d'eau et d'énergie ainsi que le fait de limiter au maximum les eaux résiduelles et stagnantes (cf risques salmonelles) :

- MTD 8 : Un éclairage LED est en place et les bâtiments ne sont pas chauffés,
- MTD 5 : L'utilisation de l'eau est limitée au maximum par l'utilisation de pipettes pour l'abreuvement et l'utilisation de Karcher. Des relevés réguliers des compteurs d'eau sont relevés afin de détecter précocement toute fuite sur le réseau d'adduction d'eau.
- MTD 6 : Pour limiter les risques sanitaires l'exploitant limite l'utilisation d'eau grâce à l'abreuvement des poules pondeuses avec un système de pipettes et la coupure de l'alimentation en eau des bâtiments la nuit. Ces pratiques évitent la formation de zone d'eau stagnante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2022, article 5.3

Thème(s) : Élevage, traitement des effluents

Prescription contrôlée :

Les eaux usées de nettoyage des bâtiments et matériel d'élevage seront collectées dans une fosse existante de 5 m³ associée au bâtiment 1 (à côté du long pan Nord Ouest) et dans une autre fosse de 5 m³ associée au bâtiment 2 (à côté du long pan Sud Est).

Compte-tenu de leur origine, elles sont principalement constituées d'eau présentant des traces de matière organique.

Les eaux présentes dans ces fosses sont pompées et évacuées par un vidangeur professionnel au fur et à mesure du remplissage des fosses durant la phase de nettoyage. Le vidangeur les transportera en camion citerne jusqu'à un centre de traitement.

Constats :

Non conforme : Les eaux grises sont épandues par un agriculteur alors qu'elles devraient faire l'objet d'un traitement spécifique prenant en compte les risques sanitaires .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DDETSPP SV EN 2022-01-20-001 25-2022-02-14-00004 portant autorisation environnementale pour ses activités et de produire des éléments de justification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

